



**Agence Environnement
Bourgogne Champagne**
4 rue du Colonel Maurin
25000 BESANCON
Téléphone : 03 81 41 15 00

LACROIX EMBALLAGES
106 RUE DU VIEUX BOURG
39220 BOIS D'AMONT

2410 - ENREGISTREMENT

CREATION D'UNE NOUVELLE UNITE DE PRODUCTION ZA LES MARROSSES, BRANGES (71)

- ▶ Adresse du site : ZA LES MAROSSES
- ▶ Date d'édition du rapport : Février 2019
- ▶ Numéro de dossier Socotec : EK1K0/19/190
- ▶ Référence du rapport : Version 0.0

*Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur SOCOTEC est à votre disposition.*

- ▶ Rédacteur du rapport : Gilles MARMORAT, chargé d'affaires Agence Environnement Bourgogne Champagne

La reprographie de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale, sous réserve d'en citer la source.

1. PJ n°6 – RESPECT DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES RELATIVES A LA RUBRIQUE 2410 SOUMISE A ENREGISTREMENT

Le tableau ci-après est un diagnostic de conformité vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
Chapitre 1 - Dispositions générales		
Article 3 - Conformité de l'installation à la déclaration		
L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	C	Plan joints en annexe
Article 4 - Contenu du dossier d'enregistrement		
L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le plan de localisation des risques, (cf. art. 8) ; - le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. art. 9) - le plan général des stockages (cf. art. 9) ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. art. 9) ; - le registre indiquant les dates de nettoyage (cf. art. 10) ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. art. 11) ; - les consignes d'exploitation (cf. art. 25) ; - le(s) registre(s) de vérification(s) périodique(s) et de maintenance des équipements (cf. art. 14, 17 et 20) ; - le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau industrielle (cf. article 28) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. art. 29) ; - le registre des déchets (cf. art. 51) ; - le programme de surveillance des émissions (cf. art. 52). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	C	L'exploitant s'engage à créer et à tenir à jour son dossier réglementaire ICPE. Il sera tenu à la disposition de la DREAL sur site et communiqué sur demande.
Article 5 - Implantation		
L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété.	C	Eloignement des installations du bâtiment abritant les activités de travail du bois de plus de 40 m des limites de propriété
L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	C	Absence de locaux habités ou occupés par des tiers au-dessus ou en dessous de l'installation.
Article 6 -Prévention des envols de poussières		
Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour	C	Absence de produits pulvérulents sur le site.

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
<p>prévenir les envois de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin - aux alentours de l'installation, si cela est possible, les surfaces sont engazonnées ou végétalisées et des écrans de végétation mis en place. 		<p>Les activités de travail du bois se feront à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>Les procédés mis en œuvre (écorçage, déroulage, séchage, aspiration/cyclone) et la nature du bois travaillé (bois vert) permettent de limiter considérablement les émissions de poussières.</p> <p>Les surfaces extérieures de stockage et de circulation sont imperméabilisées et seront nettoyées au besoin</p>
Article 7 - Propreté de l'installation		
<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>Le volet paysager est intégré au permis de construire. Les abords du site seront maintenus enherbés.</p> <p>Un merlon côté Nord du site est également prévu</p> <p>Le parc à grumes sera nettoyé régulièrement.</p> <p>Les abords du site seront maintenus enherbés et entretenus</p>
Chapitre 2 - Prévention des accidents et des pollutions		
Section 1 - Généralités		
Article 8 - Prévention des sinistres		
<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées un plan général des ateliers et des stockages avec une description des dangers pour chaque local présentant ces risques et facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>	<p>C</p> <p>C</p>	<p>Plan des zones à risques repris en annexe</p> <p>Plan des zones à risques repris en annexe</p>
Article 9 - Registre produits dangereux		
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>	C	<p>Les produits potentiellement dangereux stockés sur le site sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Huiles pour la maintenance des équipements - fluide caloporteur - gasoil pour le groupe sprinklage <p>L'exploitant dispose des FDS de ces produits mises à jour selon CLP et s'engage à demander à ses fournisseurs les FDS de tout nouveau produit commandé.</p> <p>L'exploitation s'engage à tenir registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p>
Article 10 - Propreté des installations		
<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>I. - Dispositions supplémentaires pour les équipements susceptibles de dégager des poussières inflammables :</p> <p>A. - Les installations sont débarrassées régulièrement, et au minimum au moins une fois par an, des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes</p>	C	<p>Le nettoyage du dallage du bâtiment est prévu avec balayeuse.</p> <p>Le nettoyage au poste de travail est prévu 1 fois par semaine et en fonction des besoins.</p> <p>Au regard aux procédés utilisés (écorçage, déroulage) et la nature du bois travaillé (bois humide), le process n'est pas susceptible de dégager des poussières combustibles pouvant conduire à des ATEX</p>

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
<p>organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Les installations sont débarrassées de tout produit ou matières inflammables qui ne sont pas nécessaires au fonctionnement de l'établissement.</p>		
B. - Sans préjudice des dispositions du code du travail, toutes les dispositions sont mises en œuvre pour limiter l'émission de poussières dans les équipements (capotage, aspiration, système de récupération par gravité...).	C	<p>Au regard aux procédés utilisés (écorçage, déroulage) et la nature du bois travaillé (bois humide) les émissions de poussières sont limitées.</p> <p>Le broyeur est muni d'un convoyeur permettant l'acheminement des copeaux vers le silo 1</p>
C. - Des dispositions sont prises pour éviter une explosion ou un incendie et limiter leur propagation et leurs conséquences lorsqu'ils se produisent. Des points d'accès (trappe ou toute autre ouverture) sont prévus pour que les secours puissent projeter des agents extincteurs à l'intérieur des stockages confinés (récipients, silos, bâtiments fermés).	C	<p>Le stockage de matières premières se fera à l'extérieur du bâtiment. Les stockages intérieurs seront constitués des stockages tampon utiles à la production et des produits finis.</p> <p>Le bâtiment est accessible depuis les 4 faces par des accès (portes ou volets roulants).</p> <p>Les stockages intérieurs et extérieurs seront être réalisés en îlots.</p>
D. - Un dispositif d'avertissement automatique signale toute défaillance des installations de captage qui n'est pas directement décelable par les occupants des locaux.	C	<p>Dispositif de convoyage des copeaux dirigés vers le silo 1 asservie au fonctionnement des équipements reliés et relié à une alarme sonore</p> <p>Stockage des copeaux au niveau des silos.</p>
E. - Le fonctionnement des machines de production est asservi au fonctionnement des équipements d'aspirations quand ils existent.	C	
F. - Les filtres sont sous caissons et sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique) débouchant sur l'extérieur.	C	
Le stockage des poussières récupérées s'effectue à l'extérieur de l'atelier, en dehors de toute zone à risque identifiée à l'article 8. Toutes les mesures sont prises pour éviter la formation d'étincelles.	C	
Section 2 - Dispositions constructives		
Article 11 - Implantation		
I. - Les locaux de structure fermée présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :		
Ouvrages :		
- murs extérieurs porteurs ou systèmes poteaux-poutres : R 60 ;	C	Demande d'aménagement des prescriptions avec la mise en place de mesures compensatoires : structure R15 avec dispositif de sprinklage
- murs séparatifs intérieurs : EI 60 ;	C	murs séparatifs intérieurs REI 120
- planchers/sol : REI 60 ;	C	Plancher béton
- portes et fermetures : EI 60 ;	C	Demande d'aménagement des prescriptions avec la mise en place de mesures compensatoires : structure R15 avec dispositif de sprinklage
- toitures et couvertures de toiture : BROOF (t3) ;	C	Couverture T30-1 équivalente au BROOF (t3).
Cantonement : DH 60 ;	C	Positionnement des écrans des dispositifs d'évacuation des fumées repris en annexe
Eclairage naturel : classe d0.	C	Tôle polycarbonate classée d0.
Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :	SO	Autres locaux éloignés de plus de 10 m et répondant à d'autres prescriptions (chaufferie, silos, local sprinklage)
- murs extérieurs : R 30 ;		
- murs séparatifs : R 30 ;		

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
<ul style="list-style-type: none"> - planchers/sols : REI 30 ; - portes et fermetures : EI 30. Toiture et couverture de toiture : BROOF (t3) ; Eclairage naturel : classe d0.		
Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.	C	Les ouvertures seront rebouchées avec des produits adaptés pour garantir la caractère coupe-feu des murs
La surface des mezzanines occupe au maximum 50 % de la surface du niveau au sol de l'atelier.	SO	Absence de mezzanine
Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	C	Tous les documents en possession de l'exploitant sont conservés et les attestations manquantes seront communiquées à l'exploitant.
II. - Les galeries et tunnels de transporteurs/d'aspiration sont conçus de manière à faciliter tous travaux d'entretien, de réparation ou de nettoyage des éléments des transporteurs.	SO	
Les stockages sont conçus de manière à réduire le nombre des zones favorisant les accumulations de poussières telles que surfaces planes horizontales (en dehors des sols), revêtements muraux ou sols que l'on ne peut pas facilement dépoussiérer, enchevêtrements de tuyauteries, endroits reculés difficilement accessibles, aspérités, etc.	C	Une bande suffisante autour des stocks intérieurs et des équipements sera laissée libre afin de permettre le passage des équipements de nettoyage.
Article 12 - Accessibilité des secours		
Accessibilité		
I. L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours à tous les lieux.	C	Un plan des accès sera tenu à jour et à disposition. Le site sera accessible par la rue des Peupliers
L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	C	Ensemble des voiries du site adapté à la circulation des camions. Le portail d'accès comprendra un cadenas pompier.
<i>Au sens du présent arrêté, on entend par " accès à l'installation " une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</i>		
Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	C	Des zones seront dédiées aux parkings des véhicules légers, la manœuvre des camions et des engins de manutention de manière à laisser libre les voies d'accès. Voir plan du site en annexe
Accessibilité des engins à proximité de l'installation		
Une voie "engins" au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.	C	Voir plan du site en annexe
Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/ R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ; - chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie " engins ". 	C	Voie engin ceinturant le bâtiment : <ul style="list-style-type: none"> • Largeur de 8 m adaptée à la circulation des poids lourds (portance > 320 kN par véhicule et 1300 kN par essieu) Cette voie engin permettra d'accéder aux 4 faces du bâtiment. Voir plan du site en annexe
En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engins " permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les quarante derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.	SO	/
Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site		

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
<p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie " engins " de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; - longueur minimale de 15 mètres, présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie " engins ". 	C	Voie engin de 8 m de large permettant le croisement des engins sur les 4 côtés du bâtiment
Mise en station des échelles		
<p>Pour tout équipement situé dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins deux façades sont desservies par au moins une voie " échelle " permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II.[...]</p>	SO	<p>La hauteur maximale du bâtiment est de 11,8 m au niveau du déroulage et 9,3 m pour le reste du bâtiment</p> <p>Voies échelles reprises sur le plan en annexe</p>
Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins		
<p>A partir de chaque voie " engins " ou " échelle " est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,80 mètre de large au minimum</p>	C	<p>Chemin stabilisé ceinturant le bâtiment</p> <p>Voir plan du site en annexe</p>
Article 13 - Désenfumage		
<p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévue pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932 ou équivalent et version à jour.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p>	C	<p>36 exutoires de 2 m² chacun prévu pour le hall de stockage des produits finis, ce qui correspond à une surface de 72 m² soit 2 % de la surface totale au sol.</p>
<p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; - fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ; - la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; - classe de température ambiante T (00) ; - classe d'exposition à la chaleur B300. 	C	<p>Les dispositifs de désenfumage seront conformes aux exigences normatives en vigueur. Ces essais seront réalisés sur site après installation de ces équipements.</p>
<p>Des aménagements d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes donnant sur l'extérieur.</p>	C	<p>Murs extérieur du hall de stockage muni d'ouvrants (portes, quais) permettant l'amenée d'air frais.</p>
Article 14 - Moyens de lutte contre l'incendie		
I. - L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :		

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;	C	Téléphone sur site
2. D'un ou plusieurs appareils fixes de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction ou tout autre moyen équivalent est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ce dispositif dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement ;	C	La défense incendie est assurée par : - Réserve de 480 m³ à l'extérieur du bâtiment, avec un point d'aspiration. - un poteau incendie rue des Peuplier au Sud-Ouest Les calculs des besoins en eau répondent à la règle D9. Dans le cadre du dossier les services du SDIS ont été consultés.
3. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.	C	Des extincteurs et des RIA sont prévus avec certificat Q4
II. - Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.	C	Les moyens internes de lutte contre l'incendie seront dans les bâtiments hors gel.
L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	C	La vérification de ces équipements se fera annuellement par une entreprise extérieure. Un registre sera tenu à jour.
Les emplacements des appareils fixes de lutte contre l'incendie et des extincteurs sont matérialisés sur les sols ou les bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes).	C	La matérialisation sera réalisée dès l'implantation définitive des moyens de lutte contre l'incendie.
Article 15 - Etanchéité tuyauterie transportant des fluides dangereux		
Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	C	Les tuyauteries du réseau de fluide caloporteur seront des canalisations double-peau isolées et protégées contre les chocs
Section 3 - Dispositif de prévention des accidents		
Article 16 - Conformité des installations pouvant être à l'origine d'explosion		
Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.	C	Absence de bois mis en œuvre sous forme de poussières (copeaux) et silos non confinés
Article 17 - Conformité des installations électriques et de chauffage		
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	C	L'ensemble des installations électrique sera vérifié annuellement par une entreprise extérieure spécialisée. Un registre sera tenu à jour.
Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.	C	Eléments vérifiés annuellement par le prestataire retenu.
Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.	C	Seuls les dispositifs de désenfumage seront en toiture. Le matériel prévu est non-gouttant.
S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet ou isolé du reste de l'installation par une paroi REI 120. Toute communication éventuelle entre la chaufferie et les autres locaux se fait soit par un sas équipé de deux blocs portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit	C	Chaufferie isolée dans un bâtiment indépendant.

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
par une porte coupe-feu EI 120. [...]		
Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.	C	Le bâtiment principal sera chauffé par la chaudière au moyen du réseau d'eau chaude
Article 18 – Analyse du risque foudre		
L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.	C	Une analyse du risque foudre du site sera réalisée. Une étude technique foudre devra être menée afin de définir les moyens de protections nécessaires au site.
Article 19 - Ventilation		
Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.	C	Absence de zone ATEX
Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.	C	Ventilation assurée par les ouvrants latéraux.
La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère.	SO	
Article 20 - Détection		
Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.	C	Ensemble du bâtiment principal sprinklé. Détection assurée par le sprinklage
L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction automatique. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels en vigueur dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	C	Le dispositif de sprinklage répondra aux règles APSAD R1
En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	C	Un entretien régulier et un contrôle annuel de l'installation est prévu
Article 21 – Events /surfaces soufflables		
Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 8 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements/surfaces soufflables dimensionnés selon les normes en vigueur. Ces événements / surfaces soufflables sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.	C	Absence de zone ATEX
Section 4 - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles		
Article 22 - Cuvette de rétention		
I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :	C	La cuve de gasoil sera stockée sur rétention de même que les huiles.

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
<ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. 		
II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans les conditions énoncées ci-dessus.	C	Les rétentions seront étanches et adaptées aux dangers présentés par les liquides stockés (huiles neuves et usagées, gasoil). Les mesures seront prises pour éviter le stockage de produits incompatibles dans une même rétention.
Lorsque les rétentions sont à l'air libre, elles sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y déversant.	C	Les huiles et gasoil seront stockés sur rétention à l'intérieur du bâtiment. Ces rétentions seront visitées régulièrement. Les contrôles seront formalisés dans une fiche d'inspection mensuelle.
IV. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	C	La manipulation des huiles se fera à l'intérieur du bâtiment, au-dessus de la rétention. Rappelons que le bâtiment comporte une dalle béton.
V. - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment. Les dispositifs intérieurs sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.	C	Un bassin permettant de collecter les eaux de sinistre lors d'un incendie sera créé sur le site pour confiner les eaux, dont le volume sera de 871 m³. A l'intérieur du bâtiment, les eaux seront confinées dans le bâtiment (installation de seuil au niveau des portes et d'une barrière amovible au niveau du quai). Le volume pouvant être confiné s'élève à 1250 m³.
En cas de dispositif de confinement à l'extérieur du bâtiment, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.	C	Dispositif de rétention gravitaire.
En cas de confinement à l'intérieur du bâtiment, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement à l'extérieur, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.	SO	Rétention externe
Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. 	C	Le calcul du dimensionnement a été effectué selon le document technique D9 et D9A. Le SDIS sera consulté dans le cadre de la création du site
Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou rejetées au milieu naturel après avoir été traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. En cas de rejet au milieu naturel, l'exploitant devra justifier de l'absence de pollution créée par ce rejet.	C	L'exploitant s'engage, en cas d'incendie, à éliminer les eaux collectées et confinées vers les filières de traitement adaptées.
Section 5 - Dispositif d'exploitation		
Article 23		
L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des	C	L'usine sera sous la responsabilité d'un directeur d'exploitation. Il pourra profiter du retour d'expérience du site de Cousance.

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
<p>dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>	C	<p>Un panneauautage approprié sera apposé en ce sens, de manière claire et visible.</p> <p>Le site sera entièrement clôturé et l'accès aux locaux limités (badge ou code d'accès).</p>
<p>Article 24 - Travaux</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	C	<p>Préparation des documents en s'inspirant des documents utilisés sur les autres sites du groupe.</p> <p>Les documents sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan de prévention => le modèle prêt et utilisé - Analyse des risques => Document unique / DRPE - Consignes=> elles seront complétées au fur et à mesures des besoins (consigne général, cariste...) - Liste du personnel => tenu d'un registre - Protocole de sécurité - Permis feu - Affichage réglementaire (interdiction de fumer....)
<p>Article 25 - Consignes de sécurité</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du " plan de prévention " pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de stockage des produits ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 22 ; -les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes.</p>		<p>La société exploite à ce jour l'usine de Cousance similaire à la présente exploitation.</p> <p>Par conséquent les consignes de sécurité nécessaires permettant de répondre favorablement à la présente exigence seront reprises et adaptées au site de Branges.</p> <p>Un livret d'accueil sera mis en place.</p>

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
Chapitre 3 - Emissions de l'eau		
Section 1 - Principes généraux		
Article 26 - Compatibilité avec les objectifs de qualité et de quantité		
<p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé. Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants. Les articles 27 à 31 et 34 à 37 ne sont applicables que lorsque de l'eau est prélevée pour un usage industriel (déroulage du bois par exemple).</p>		<p>La société dispose d'une autorisation de la mairie concernant le rejet des eaux usées et des eaux pluviales en domaine public.</p> <p>La gestion des eaux sur le site a été entièrement revue dans le cadre du projet d'implantation.</p> <p>Rejets aqueux sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'eaux de process - Eaux usées (sanitaires et douches) => réseau communal - Eaux pluviales de toiture (non polluées) => bassin d'orage puis acheminées vers le réseau d'eaux pluviales communal - Eaux pluviales de ruissellement (potentiellement polluées) => prétraitement via un séparateur d'hydrocarbures puis bassin d'orage avant déversement dans le réseau d'eaux pluviales communal
Section 2 - Prélèvements et consommation d'eau		
Article 27 - Prélèvements		
<p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m³/h.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	SO	<p>Absence de prélèvement d'eau dans le milieu naturel.</p> <p>Pas de besoin en eau de process sur le site.</p> <p>La consommation en eau est assurée par le réseau de distribution de la commune et correspond principalement aux besoins en eaux domestiques.</p>
Article 28 - Dispositif		
<p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>	C	<p>La consommation en eau est estimée à environ 2000 m³/an, soit au maximum 10 m³/jour.</p> <p>Un compteur d'eau et un dispositif de disconnexion seront prévus pour le prélèvement d'eau potable sur le réseau public.</p>
Section 3 - Collecte et rejet des effluents		
Article 29 - Collecte		
<p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site. Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	C	<p>Les eaux potentiellement polluées sur le site sont constituées des eaux pluviales de ruissellement sur les voiries. Celles-ci sont traitées par un déshuileur débourbeur avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la commune.</p> <p>Pas de liquides inflammables ou toxiques partant dans les réseaux : les rares produits présents sur site sont stockés sur rétention.</p> <p>Un plan des réseaux sera établi et mis à jour.</p>
Article 30 - Point de rejet		

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
<p>Les points de rejet des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>	C	<p>La société dispose d'une autorisation de la commune de Branges.</p> <p>L'autorisation est assortie de conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les rejets seront limités aux eaux pluviales en provenance des toitures des bâtiments, les eaux collectées sur les voiries seront être traitées par un séparateur d'hydrocarbures. • Toutes modifications touchant le système d'évacuation des eaux pluviales précité ayant une incidence sur les installations des fonds voisins et/ou du domaine public devra faire l'objet d'une autorisation préalable des parties concernées.
Article 31 - Surveillance du rejet		
<p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	C	<p>Les eaux pluviales des voiries sont collectées et acheminées vers un séparateur d'hydrocarbures puis vers le bassin d'orage avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la commune.</p> <p>Un point de prélèvement est prévu en sortie du bassin d'orage</p>
Article 32 - Les eaux pluviales		
<p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique ou dans le milieu naturel si le réseau spécifique est inexistant et après justification par l'exploitant de l'absence de pollution créée par ce rejet.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. - Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007 ou version ultérieure) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. - Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	C	<p>Les eaux pluviales de toiture (non polluées) sont acheminées vers le réseau communal.</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement (potentiellement polluées) sont collectées et acheminées vers un séparateur d'hydrocarbures puis vers le bassin d'orage avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la commune.</p> <p>Le bassin et le déshuileur/déboureur seront curés une fois par an. Les bordereaux de suivi des déchets seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Article 33		
Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	C	Pas de rejet direct dans les nappes.
Section 4 - Valeurs limites d'émission		
Article 34		
<p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>La dilution des effluents est interdite.</p>	C	<p>Les effluents aqueux du site sont tous canalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les eaux pluviales des voiries sont collectées et acheminées vers un bassin étanche, - Les eaux pluviales de toiture et les eaux usées sont envoyées dans

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
		les réseaux communaux
Article 35 - Prescription pour les rejets directs au milieu naturel		
<p>Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau. - La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 ou 5,5 et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline. - La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l. - Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas en dehors de la zone de mélange : <ul style="list-style-type: none"> - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchylicoles ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6-9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5-8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7-9 pour les eaux conchylicoles ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchylicoles. 	SO	Absence de rejet direct dans le milieu naturel.
Article 36 - Limites de concentration - rejet eau résiduaires		
<p>Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Matières en suspension totales : 35 mg/l • DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l • DBO5 : 30 mg/l 	SO	Absence de rejet d'eaux résiduaires dans le milieu naturel : celles-ci sont rejetées dans le réseau communal.
Article 37		
<p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p>	C	Seules les eaux sanitaires et les eaux pluviales de toiture sont reliées au réseau communal. Absence de rejet lié au process.
Article 38 - Limites de concentration - rejet eau pluviales		
<p>Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Matières en suspension totales : 35 mg/l • DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l • Hydrocarbures totaux : 10 mg/l • DBO5 : 30 mg/l 	SO	Des analyses sur les rejets aqueux seront réalisées dans les mois suivants la mise en service de l'installation. Les résultats seront transmis à la DREAL. L'exploitant s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de respecter ces valeurs limites d'émission.
Section 5 - Traitement des effluents		
Article 39 - Epandage		
L'épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits est interdit.	SO	Absence d'épandage

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
Chapitre 4 - Emissions dans l'air		
Section 1 - Généralités		
Article 40		
Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.	C	Eu égard aux procédés utilisés (écorçage, déroulage) et la nature du bois travaillé (bois humide) le process n'est pas susceptible de dégager des poussières combustibles
Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à un équipement de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...)[...]	C	Absence de stockage de produits pulvérulents, volatils ou odorants.
Les équipements de traitements sont entretenus au minimum une fois par an.	C	Le dépoussiéreur sera entretenu au moins une fois par an.
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les données du constructeur ainsi que les éléments justifiant que ses équipements de traitements sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenus en bon état et vérifiés au moins annuellement. Cette vérification contient également la mesure de la vitesse d'aspiration.	C	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> • les données du constructeur du dépoussiéreur • les éléments justifiant du contrôle régulier de celle-ci.
En cas de variation de cette vitesse, l'exploitant justifie le caractère opportun ou non de procéder à des mesures plus complètes permettant un retour à la vitesse d'aspiration nominale.	SO	
Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.	SO	
Le stockage des autres produits en vrac (écorces, broyats de bois vert...) est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces couverts. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.	C	Stockage silo 1 couvert. Stockage silo 2 à l'air libre mais fermé sur 3 coté sur toute la hauteur (6 m) – ouverture sur la partie Est.
Section 2 - Rejets à l'atmosphère		
Article 41 - Point de rejet		
Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie dans son dossier d'enregistrement.	C	Il existe 9 rejets en toiture : il s'agit de rejeter en dehors des séchoirs la vapeur d'eau issue du séchage des plaques de peuplier. Le séchoir a pour objectif de réduire de 80 % à moins de 10 % le taux d'humidité dans le bois non traité. Aucune utilisation de produits de traitement dans ce procédé. Il existe également un rejet canalisé extérieur relié à la chaudière (hauteur = 18 m) et un rejet canalisé en sortie du dépoussiéreur.
Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.	C	A l'intérieur du bâtiment, les conduits reliés au séchoir emprunteront le chemin le plus court entre l'équipement et la toiture (conduits verticaux). A l'extérieur la cheminée reliée à la chaudière sera également verticale (sans détour).
Article 42 - Contrôle des rejets		
Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.	C	Des mesures de contrôles sur les rejets atmosphériques seront réalisées tous les ans, conformément à la réglementation en vigueur. Ces résultats seront transmis à la DREAL afin de démontrer l'absence de polluant.
Article 43- Hauteur des cheminées		

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site						
La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 mètres fait l'objet d'une justification dans le dossier accompagnant la demande d'enregistrement, conformément aux dispositions de l'annexe I.	C	Les conduits reliés au séchoir dépasseront le toit du bâtiment de 1 m, soit à environ 10,5 m du sol. La cheminée de la chaudière sera de 18 m. Le rejet du dépoussiéreur est à 10 m du sol.						
Section 3 - Valeurs limites d'émission								
Article 44 - Unités de mesure								
Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme ou milligramme par mètre cube rapporté aux conditions de température et de pressions.								
Article 45 - Valeurs limites d'émission								
I. - Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus. <table><tr><th>Polluants</th><th>Valeur limite d'émission poussières</th></tr><tr><td>Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h</td><td>40 mg/m³</td></tr><tr><td>Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td><td>100 mg/m³</td></tr></table> Les rejets totaux en poussières de l'installation ne dépassent pas 50 kg/h.	Polluants	Valeur limite d'émission poussières	Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	40 mg/m³	Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m³	C	Les sources de rejets sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• Chaudière au gaz,• Séchoir,• dépoussiéreur.
Polluants	Valeur limite d'émission poussières							
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	40 mg/m³							
Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m³							
II. - Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure représentative de l'activité normale de l'installation. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Une mesure de poussières totales est effectuée au minimum tous les trois ans par un organisme agréé. Dans le cas de ces mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission. Si le flux horaire total de poussières est supérieur à 5 kg/h, l'exploitant procède à une évaluation quotidienne de son rejet en poussières. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.	C	Des mesures de contrôles sur les rejets atmosphériques seront réalisées tous les ans, conformément à la réglementation en vigueur. Ces mesures seront réalisées conformément aux présentes exigences.						
III. - Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau selon le flux horaire figurant en annexe II.	SO	Absence d'autres rejets						

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site									
IV. - L'exploitant s'efforce de réduire ses émissions de COV biogéniques, en utilisant les techniques disponibles à un coût raisonnable.	C	Emission de COV biogéniques limitée au niveau des séchoirs au regard des mesures sur les installations comparables du site de Cousance. les flux de COV seront émis inférieurs à 0,1 kg/h (concentration maximale de 7,8 mg/Nm3 et flux de 0,04 kg/h sur les rejets 2017 du site de Cousance – Voir rapport de mesure en annexe)									
Article 46 Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.	SO	L'activité et le procédé ne génèrent pas de gaz odorant.									
Chapitre 5 - Emissions dans le sol											
Article 47- Rejet dans le sol											
Les rejets directs dans les sols sont interdits.	C	Pas de rejet direct dans le sol. Surface extérieur entièrement enrobée. Présence de consignes pour rappel d'utilisation systématique des rétentions									
Chapitre 6 - Bruit et vibration											
Article 48 - Valeurs limites de bruit											
Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </tbody> </table>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	SO	Des mesures seront réalisées sur les émissions sonores de l'installation. Les résultats seront transmis à la DREAL.
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.											
Véhicules, engins de chantier : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	C	L'exploitant veillera à ce que les engins de chantier utilisés respectent ces dispositions. Les salariés seront informés et formés à l'utilisation des avertisseurs sonores. Au besoin un panneautage approprié sera apposé dans les lieux fréquentés par les salariés.									
Surveillance par l'exploitant des émissions sonores : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions	C	Les mesures des émissions sonores seront réalisées après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans comme l'exige la réglementation en vigueur. Les résultats seront transmis à la DREAL.									

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.		
Chapitre 7 - Déchets		
Article 49 - Récupération, recyclage, élimination		
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.	C	<p>Les déchets de bois sont dirigés vers les silos et la chaudière bois. Le stockage des déchets se fait dans des bennes</p> <p>Le suivi des déchets est consigné dans un registre.</p> <p>Les BSD établis pour l'enlèvement des huiles usagées seront conservés. (voir chapitre déchet de l'étude d'impact)</p>
Article 50 - Stockage		
L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.	C	
Article 51 - Déchets non recyclables		
Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.	C	
L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets dangereux à un tiers.	C	
Tout brûlage à l'air libre est interdit.	C	
Chapitre 8 - Surveillance des émissions		
Section 1 - Généralités		
Article 52 - Généralités		
L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées à l'article 45. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	C	
Section 2 - Impacts sur les eaux souterraines		
Article 53 - Surveillance des eaux souterraines		
Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse	SO	Absence d'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 dans les eaux souterraines (les eaux pluviales des voiries transitent par un séparateur HCT avant rejet dans le réseau d'eaux

Prescriptions applicables selon l'AMPG du 02/09/2014	C NC SO PI	Mesures prévues sur le site
significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.		pluviales de la commune).
Section 3 - Déclaration annuelle des émissions polluantes		
Article 54		
L'exploitant déclare ses émissions polluantes et ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.	C	

C = Conforme / NC = Non-conforme / SO = Sans objet / PI = Pour information